



SEINE-SAINT-DENIS.

Déclaration liminaire CAPL B

Mutation/Affectation

Monsieur le Président de la CAPL,

S'agissant de la dernière CAP Locale pour le département de la Seine-Saint-Denis, nous voulons dresser un bilan de ce mouvement d'affectation/mutation.

Pour les C, nous comptabilisons entre les arrivées, les mutations locales et les stagiaires un total de 218 pour le département pour 340,2 vacances d'emploi sur le département, soit une vacance d'emploi de 122,2 (et non pas – 108 comme vous les comptabilisez) avant le mouvement complémentaire. Et il est illusoire d'imaginer que les 400 agents du mouvement complémentaire vont combler entièrement notre département.

Pour les A, la tendance générale est un sureffectif dans les postes gestion publique ainsi qu'un chiffre ubuesque de + en 11 direction, alors que l'on constate une déperdition sur les postes de contrôle fiscal : PCE, Brigade de Vérification (- 6 vérificateurs rien que sur les 2 brigades de Bobigny) malgré le tableau des effectifs qui nous vante un sureffectif de + 3 A.

Pour les B, qui ont fait les frais de l'essentiel des suppressions de postes cette année, on se retrouve malgré tout en déficit avec 54,6 postes non comblés (et non pas 39 comme indiqué). Le problème principal, au-delà du fait que des emplois budgétés ne soient pas pourvus, tient à la répartition des contrôleurs sur les missions.

Sur l'affectation proprement dite nous dénonçons encore une fois le recours à l'ALD, notamment les 30 contrôleurs affectés ALD 93 avec tous les dangers que cela comporte pour leur stabilisation au vu des fusions de RAN prévues l'année prochaine et des restructurations engagées par la direction locale.

La CGT Finances Publiques combat effectivement pour le respect de la dominante des agents lors de leur formation mais on constate une explosion des vacances dans plusieurs SIP du département. Cela veut dire que lors de la formation à l'ENFIP, la Direction Générale a décidé de sous-évaluer les besoins des SIP du département au profit des postes gestion publique, qui se retrouvent avec des situations de sureffectif tandis que les SIP/Trésoreries impôts vont devoir gérer une pénurie extrêmement dure, aussi pour les agents que pour les redevables :

- SIP non comptable Aulnay-Sous-Bois : - 5 C, -7 B, **12 agents manquants**
- SIP Le Blanc-Mesnil : - 4 C, - 3 B, **7 agents manquants**
- SIP de Bobigny : - 5 C
- Trésorerie Impôts de Bondy : - 3 B
- SIP de Noisy-Le-Sec : - 5 C, - 9 B, **14 agents manquants**
- SIP du Raincy : - 4 C, - 6 B, **10 agents manquants**
- SIP de Saint Ouen : - 8 C, - 2 B, **10 agents manquants**
- SIP de Saint-Denis : -5 C, - 11 B, **16 agents manquants**

Et la situation de sureffectif pour les contrôleurs dans les trésoreries gestion publique tient essentiellement aux suppressions de postes qu'il y a eu cette année et les années précédentes. Ils sont utilisés pour combler les vacances d'emploi C, comme à la paierie départementale où les 6 agents C manquants sont comblés par un sureffectif de 5 contrôleurs.

Le SDIF, comme à son habitude va se retrouver dans une situation critique du fait du fort taux de mutations et du peu d'arrivées, tandis que les besoins des SPF ne sont toujours pas calibrés à hauteur des besoins et que les retards de traitement s'accumulent (112 jours de retard pour le SPF 1 par exemple). La trésorerie amendes, mission sacrifiée depuis des années, se retrouve avec -3 C et -8 B, 11 collègues manquants sur 25, plus de 40 % de vacances d'emploi !

La volonté délibérée de la DG d'engager l'essentiel des contrôleurs sur des postes de gestion publique ne peut que conduire à la dislocation des SIP. Comme nous le dénonçons lors du dernier comité technique, où vous avez osé affirmer que la mise en place du PCRП n'entraînerait aucune conséquence pour les cellules CSP, nous avons appris que la responsable du SIP d'Aubervilliers allait liquider sa cellule CSP pour replacer les contrôleurs sur les services de gestion. Comme pour les cadres A, c'est bien une volonté délibérée de la Direction Générale, relayée par la direction locale avec la mise en place du PCRП, de faire disparaître tout le contrôle fiscal de proximité par la création de pôles censés pallier la misère en termes d'emploi.

HORS DE QUESTION D'ACCEPTER CA !

**COMME NOUS COMBATTONS VOS RESTRUCTURATIONS VISANT A FAIRE
DISPARAITRE LES SERVICES DE PROXIMITE, NOUS COMBATTONS AVEC LES
AGENTS POUR LE COMPLEMENT DE TOUTES CES VACANCES D'EMPLOI, L'ARRET
DES SUPPRESSIONS DE POSTES ET LE MAINTIEN DE TOUS LES SERVICES ET DE
TOUTES NOS MISSIONS !**